

SOCIETE DES TERRITORIALISTES

Congrès de fondation : « *Le territoire bien commun* »

Florence 1^{er} et 2 Décembre 2011

Rapport introductif par Alberto Magnaghi

(traduit de l'italien par Christian Tamisier)

LES RAISONS D'UN DEFI

Cette introduction se propose d'approfondir les motivations culturelles et contextuelles qui ont conduit pendant plus d'un an le comité des « garants » à la décision de fonder la Société des territorialistes. A travers les thématiques fondatrices qui ont conduit ce groupe de « topophiles » à se réunir pour proposer d'attribuer un rôle central au *territoire*, dans ses replis sémantiques de *lieu* et de *paysage* (naturellement au pluriel), confronté au futur incertain des habitants de la terre ; je renvoie de plus à l'ébauche de *manifeste* publiée sur le site de la Société et aux approfondissements thématiques des rapports de ce congrès par Luisa Bonessio, Ottavio Marzocca, Rossano Pazzagli, Giancarlo Paba.

Les questions posées par le contexte

Il est intéressant de rappeler brièvement deux éléments historiques du scénario qui caractérise le moment dans lequel nous sommes amenés à fonder la société des territorialistes : a) la *crise exponentielle* des équilibres environnementaux (global change) dans lesquels se sont nourris, dans une séquence historique, les discours de progrès et de développement, fondés tous les deux sur la croissance économique illimitée et sur les techno sciences ; b) la *crise du système* qui a mis en cause les variables structurelles de la croissance économique globale en tant que facteur de production de richesse.

Deux aspects d'une crise du capitalisme contemporain qui ont été accusés de façon radicale, en tant que producteurs combinés d'une pauvreté matérielle et immatérielle croissantes dans le Nord comme dans le Sud du monde, par les récents mouvements sociaux : d'abord contre la globalisation néolibérale (no global, alterglobal), puis directement contre le capital dans ses formes dématérialisées de capital financier (occupy Wall Street).

Ces deux aspects de la crise ont généré les questions de fond auxquelles la Société doit savoir se confronter, surtout précisément sur son terrain spécifique de référence à la connaissance et à l'action, à ses raisons d'existence et à ses propres réponses stratégiques.

Le « global change » : la question pressante de conversion écologique du territoire

Quel que soit le résultat (pour le moment fort modeste) qu'auront les tentatives de freiner dans le futur les *causes* de la crise environnementale de la part des gouvernements et de leurs

politiques, *les effets* environnementaux de longue durée déjà accumulés dans le passé sont actuellement actifs, *dévastateurs, et partiellement irréversibles*, dans des formes et des rythmes imprévisibles quant à leur évolution future : changements climatiques, désertifications, inondations violentes, effondrements, glissements de terrain, cyclones, remontée des mers, fonte de l'arctique, etc., phénomènes accompagnés entre autres par une croissance exponentielle des exilés environnementaux et de l'insuffisance de nourriture et de terres cultivables.

Cette évidence a comme conséquence que le fait de nous confronter aujourd'hui à l'urgence d'une recherche « projectuelle » d'habitats humains qui soient, dans leurs particularités locales, plus respectueux des équilibres nécessaires entre l'établissement humain et l'environnement, et qui implique deux types d'engagements : le premier est de contribuer à identifier des stratégies pour inverser les tendances de longue durée qui ont provoqué l'actuelle crise environnementale ; le second de contribuer à défendre immédiatement les établissements humains des conséquences du changement climatique.

Les territorialistes doivent donc se préparer à répondre à cette double problématique, en la prenant mieux en compte dans leurs connaissances et dans leurs projets, soit à travers de nouvelles/antiques sagesses, par l'interrogation des savoirs de soin environnemental des paysages historiques, soit en les remettant en lien et en les revitalisant au moyen de technologies innovatrices appropriées¹ ; avec la conscience que nous sommes face à l'épuisement progressif d'un processus co-évolutif millénaire entre l'établissement humain et l'environnement, et que le global change procède progressivement selon des directions longues et autonomes au niveau planétaire, avec des effets toujours moins contrôlables par les savoirs locaux qui ont régulé le processus co-évolutif lui-même ; et que donc, aux règles de bon gouvernement des relations entre établissement humain et environnement, il convient d'ajouter des règles relatives au principe de précaution, relatives à l'imprévisibilité locale des effets climatiques globaux².

Au-delà de la crise des marchés globaux : la question du retour au soin du territoire pour produire une richesse durable

Le divorce entre nature et culture, dans la culture et l'histoire qui caractérise l'évolution de la pensée mécaniste et réductionniste moderne dans ses parcours d'homologation, a entraîné la décadence des équilibres vitruviens dans l'art d'édifier entre firmitas, utilitas, venustas, équilibres reformulés par Leon Battista Alberti comme les requis irréductibles des activités humaines (necessitas, commoditas, concinnitas) ; ces requis ont été progressivement réduits aux seules utilitas et necessitas avec la surdétermination croissante de l'économie et de ses appareils technico financiers.

¹ Serions-nous en mesure de mobiliser des savoirs pour faire front à la nouvelle élévation des mers ? pour préparer les vallées des Alpes et des Appenins aux violentes avalanches d'eau et à d'arides désertifications ? pour préparer les villes à récupérer la mémoire des eaux des jardins des palais de Séville et des ryads de Marrakech, à reconstruire des microclimats établissant de nouvelles/antiques relations entre ville et campagne, à récupérer la mémoire des « ristretti » qui entouraient de potagers et de jardins les villes des Pouilles et à réapprendre de savants stockage de l'eau dans les terrassements du Yemen et des Cinque Terre ? La récente inondation des Cinque Terre a montré avec évidence d'une part la fragilité hydrogéologique des zones d'abandon des terrasses et de récente reforestation, cause des glissements de terrain et des coulées d'eau et de boue déversées sur Monterosso et Vernazza ; d'autre part la parfaite tenue hydraulique, au cours de l'évènement d'inondation, des versants en terrasse maintenus en production.

² Par exemple : réduire drastiquement les lieux où il est possible de construire, avec des critères adaptés pour la plaine, la montagne, la colline, les côtes, en libérant de plus vastes espaces de pertinence fluviale ; traiter de façon intégrée les bassins hydrographiques ; organiser des systèmes diffus et multifonctionnels de retenue des eaux en amont (lacs, citernes, terrasses) ; récupérer les savoirs de gestion et urbanistiques pour la régulation des microclimats (urbains et ruraux), systèmes de protection des cultures et des récoltes ; mais surtout récupérer les dispositifs actifs de soin du territoire de la part des populations locales et les structures communautaires capables de la gestion des aléas.

Cette surdétermination a induit l'accentuation de phénomènes d'hétéro-direction sur les principaux processus de reproduction de la vie : l'eau, la nourriture, l'énergie, la santé ; en soumettant leur gestion aux grands appareils de la finance globale et de la techno science, provoquant les processus bien connus de déterritorialisation des décisions, de la production, de la consommation. Dans la période de maturation de la crise économique mondiale qui a éclaté en 2008, à l'apogée de la globalisation financière, le processus *d'éloignement du territoire* s'est conjugué avec des processus semblables à ceux qui avaient préparé la grande dépression de 29 ; mais, alors que la réponse à cette crise avait été, avec le new deal keynésien, un grand projet d'investissement public dans l'état social et dans la réorganisation socio-productive du territoire (par la Tennessee Valley Authority) promue par Roosevelt jusqu'aux mesures « autarciques » en Allemagne, Angleterre, Italie, Union Soviétique), la réponse à la crise actuelle a été jusqu'à présent restreinte à l'aide aux banques et aux grandes corporations, ce qui revient à dire à la conservation du système économique-financier globalisé responsable de la crise.

Les mesures pour dominer la crise ont donc beaucoup de mal aujourd'hui à produire un « retour au territoire » qui sache reconstruire des énergies socio-territoriales pour produire des réponses adéquates aux particularités des divers lieux. Ce « retour » est en fait impraticable aux politiques globales : comme le soutient Bauman, la distance et la disproportion entre les pouvoirs globaux et les politiques locales s'est accrue : un pouvoir global libéré de la politique et une politique locale privée de pouvoir d'intervention sur les variables territoriales de la crise : donc une globalisation de l'inégalité, une répétition d'échelle planétaire de la séparation que Castells dénonce entre « espace des flux » (espace global « libéré » de la politique) et « espace des lieux » (hétéro-dirigé), avec l'émancipation des intérêts entrepreneuriaux de toutes les institutions socioculturelles préexistantes. En face de cet aggravation dans la crise du conflit entre hétéro-direction et autogouvernement, un rééquilibrage entre local et global devient un pré-requis que l'on ne peut négliger et devient prioritaire dans n'importe quelle politique « globale » ; aussi si la réponse relative à la reconstruction des bases matérielles et territoriales du développement local ne passe probablement plus par de grands investissements publics, elle peut peut-être être imaginée comme auto-investissement social de la part des systèmes socio-économiques locaux et de leurs énergies latentes, immenses et inexplorées.

Les questions de fond auxquelles je vous propose de nous mesurer sont : comment soustraire l'espace de l'hétéro-direction aux grands pouvoirs et consolider dans un territoire, les synergies entre systèmes productifs, crédit et société locale dans des projets de régions et microrégions, à travers la valorisation des biens territoriaux et des particularités identitaires ? Par rapport aux années 30, ne serait-il pas nécessaire de repenser de nouvelles formes d'« autarcie » ? Quelles politiques et quels projets seraient en mesure de produire souveraineté alimentaire, énergétique, productive, « bouclage » local des cycles environnementaux, nouvelles relations synergiques ville-campagne, repeuplement rural de la montagne³, en direction de l'autodétermination et de

³ L'ivresse industrialiste et métropolitaine nous a conduits à partager avec deux autres milliards de personnes l'aventure des urbanisations contemporaines des plaines, presque trois milliards si l'on y rajoute les favelas, slums, quartiers illégaux, qui sont par chance encore lointains. Les exégètes des *mégacity* nous parlent de la future « conquête de civilité » de cinq milliards d'urbains. A cet horizon éco catastrophique, inéluctable pour de nombreux observateurs, précurseur pour d'autres de merveilleuses innovations dans vie civile, les territorialistes devraient opposer la reconstruction de la ville comme urbanité, de la campagne comme partie intégrante de la ville, des réseaux de cités, du repeuplement rural (des plaines érodées par l'urbanisation, des vallées et des montagnes) comme essentiels à la souveraineté alimentaire, écologique, productive, énergétique des biorégions et à l'élévation de la qualité de la vie et de leur paysages urbains et ruraux ; en répondant avec de fortes innovations projectuelles à la question : la megacity est-elle irréversible ?

l'autogouvernement ? Comment s'éloigner l'étai de la globalisation économique, pour se diriger vers des réseaux fédéralistes solidaires de villes, de régions, d'états, pour une « globalisation par le bas » ?

Mais arrivés à ce point, il s'en suit pour les territorialistes italiens une autre question : quel rôle peut jouer dans la recherche de réponse spécifique aux problèmes posés, le fait d'être au milieu de la Méditerranée ?

Une relation particulière aux relations possibles avec les rives sud, est et ouest peut être féconde de suggestions stratégiques pour articuler les réflexions identitaires et les réponses aux questions, à notre contexte de référence historique et géographique, en élaborant une réflexion originale et contextualisée par les questions internationales, en particulier au niveau de l'Europe des régions et des villes, pour fournir des réponses aux deux aspects cités de la crise globale que de nombreux savoirs et sagesses de tant de cultures du mare nostrum savent très bien interpréter⁴.

Le territoire bien commun

Dans ce contexte le territoire et les biens patrimoniaux, matériels et immatériels, qui en configurent l'identité deviennent un référent essentiel pour les projets, plans et politiques qui ont l'ambition d'affronter stratégiquement les effets des crises que j'ai rappelé. Pour le « paradigme » territorialiste, le territoire, fruit de processus co-évolutifs de longue durée entre les civilisations anthropiques et l'environnement, est un énorme dépôt de sédiments matériels et cognitifs, une œuvre édifiée avec le travail de domestication et de fécondation de la nature, « objectivé » en paysages, cultures et savoirs, qui se constituent comme patrimoine collectif, donc « biens communs » par excellence et qui peuvent être au centre des expérimentations de modèles socio-économiques alternatifs.

Le territoire bien commun, en tant que clé interprétative patrimoniale et de ressource collective, pose des problèmes de connaissance et de transformation très différents de ceux des biens naturels (la Terre avant tout, et puis l'eau, l'air, les ressources énergétiques naturelles, les glaciers, les forêts, les fleuves, les lacs, les océans et toutes les entités vivantes). Ces biens en fait précèdent et traversent l'action de l'homme, même si c'est sur eux que les civilisations successives ont développé leurs processus symboliques, culturels et matériels de domestication.

Le territoire bien commun (villes, infrastructures, systèmes agro forestiers, paysages urbains et ruraux) est précisément le produit de l'action humaine de domestication : un complexe de « néo-écosystèmes », générés par des processus co-évolutifs de longue durée, qui ont remodelé une large part de la superficie terrestre en sédimentant dans le temps une énorme « masse » territoriale. Ces derniers se configurent comme des systèmes vivants de haute complexité dont la reproduction (ou le maintien en vie), à la différence des biens naturels, dépend exclusivement de l'action continue de soin de la part des sociétés établies. Ce souci de soin est devenu toujours plus plaintif et distrait en face des processus croissants de privatisation des biens eux-mêmes et de leur usage et de processus rampants de déterritorialisation de la production et de la consommation.

Le problème principal de cette décadence consiste dans le fait que l'on ne peut pas concevoir une gestion du territoire comme bien commun si lui-même est utilisé par une masse d'intérêts individuels

⁴ De ce point de vue, l'actuelle identité européenne est plutôt détournée, en étant fortement centrée sur l'Europe continentale et sur ses standards normatifs, comme le confirme la faiblesse de compréhension et de stratégies de la part de l'UE dans les confrontations des récents soulèvements méditerranéens, dans leur prégnance stratégique, culturelle, relationnelle et géopolitique.

dans une société de consommateurs et de propriétaires et se trouve nié dans ses exigences vitales de reproduction, par des établissements artificiels soutenus par la civilisation des machines.

Donc la réaffirmation de la question de l'usage collectif de cet immense patrimoine devient un guide pour la recherche de nouvelles formes de connaissance, production et reproduction sociale du bien lui-même en face de la domination exclusive de l'état et du marché.

A partir de ce conflit entre les instances d'usage collectif du « bien territoire » et les régimes de propriété (publique ou privée), pour approfondir le concept de territoire comme bien commun, il n'est plus suffisant de considérer le territoire lui-même comme bien public (que l'état, les régions et les instances locales peuvent vendre pour en tirer profit, comme c'est arrivé pour de nombreux biens domaniaux) ; il convient qu'il soit considéré précisément comme un *bien commun*, qui ne peut être ni vendu, ni d'usage privatisé, à la façon des terres civiles historiques⁵ et qui est doté d'autonomie d'usage par rapport à la propriété (privée ou publique). A partir de là se développe la recherche de formes de gestion, qui s'affilient aux processus participatifs de citoyenneté active qui consentent à reprendre le *sens* (et pas nécessairement la forme historique) des *usages civiques*⁶, c'est-à-dire : la finalité non lucrative, mais de production de biens, services et travail pour les membres de la communauté et, plus généralement, de biens et services d'utilité publique ; la communauté constituée d'une pluralité d'habitants/producteurs d'une collectivité territoriale, qui d'une certaine façon s'associent pour exercer un usage collectif des biens patrimoniaux de la société locale, non aliénables : cet usage, étant collectif, définit les activités de chaque acteur dans le but commun de la conservation et la valorisation du patrimoine, la sauvegarde et la valorisation environnementale, paysagère, économique du patrimoine lui-même dans des formes durables et soutenables (auto-reproductibilité de la ressource), développant des formes d'autogouvernement responsable des collectivités locales.

Il est donc nécessaire, afin que puisse prendre forme une gestion collective du territoire en tant que bien commun, que se développent des formes de *ré-identification collective* avec les gisements patrimoniaux, avec l'identité de chaque lieu, c'est-à-dire que soit promu un changement politico-culturel de croissance de la *conscience de lieu* à travers le développement d'une citoyenneté (citadinité) active ; cette croissance peut correspondre à réactiver la conscience, les savoirs et l'engagement pour le soin du lieu et reconstruire des capacités à produire, à habiter, à consommer dans des formes de relation solidaires et communautaires.

A ce propos, Beccattini écrit en réinterprétant Marshall : « La liberté est à comprendre comme conscience intensément vécue du bien commun, une société des hommes conscients du bien commun, du lieu, du groupe, ou autre, disposée à le redéfinir en permanence, ce bien commun, en le posant donc en cas de conflit, comme un principe supérieur, aux appétits individuels et collectifs ».

⁵ Elinor Ostrom insiste sur la rationalité des formes d'auto-organisation et d'autogouvernement dans l'usage collectif des biens territoriaux présents dans les usages civiques historiques, par rapport à l'hétéro-direction ou à l'usage privatif des biens eux-mêmes.

⁶ Les usages civiques (règles, communauté, etc.) ne sont pas des biens communs au sens propre : tous ne peuvent pas en jouir mais seulement la communauté territoriale qui en est propriétaire ; toutefois, ils font allusion à des formes communautaires de gestion dont les principes peuvent être appliqués à la recherche de formes de gestion sociale des biens communs eux-mêmes.

Recomposer les savoirs pour la connaissance et la gestion du territoire « bien commun »

L'approche territorialiste interprète le monde du point de vue de *l'ars aedificandi* entendu comme statut anthropologique de l'humanité : le territoire, constellation de lieux dotés d'identité est lui-même *l'environnement de l'homme*, nature fécondée dans le temps long de l'histoire. En son sein la constitution de chaque lieu comme *produit collectif*, (« *choral* ») de nombreuses civilisations représente sa valeur culturelle et matérielle de bien commun.

Le bien commun édifié par les habitants de nombreuses générations en chaque lieu, dans ses particularités identitaires, est indivisible. Il est seul, *unique* au monde⁷.

Et pourtant nous avons toujours davantage traité ces individualités uniques en fragmentant et en hyperspécialisant les descriptions, les interprétations et en conséquence, les instruments de soin de leurs « corps » malades.

L'objectif d'une recomposition des sciences du territoire orientée vers l'interprétation de l'essence des lieux est double : recomposer les connaissances sectorielles en une interprétation patrimoniale interconnectée, structurelle, dynamique ; fonder le projet de territoire sur la mise en valeur de ce cadre patrimonial comme bien commun, de la part des sujets qui le réinterprètent comme ressource collective, activant des formes de production et de reproduction sociale du territoire.

Mais quel est l'état de nos connaissances disciplinaires et sectorielles ?

En leur temps, les interprétations, les plans, les projets et les politiques de secteur sur les problèmes de territoire ont été accusés pour leurs effets pervers sur les autres secteurs, pour leur incapacité à résoudre les problèmes complexes, pour être subordonnés aux actions territoriales des intérêts privés sur le territoire. L'acception diffuse de *projet de territoire* (qui comprend lieux urbains, systèmes territoriaux, systèmes urbains et espaces ouverts) se réfère aujourd'hui à la résultante stratifiée dans le désordre de l'accumulation, plus d'une fois contradictoire et conflictuelle, et de plus faiblement régulée par les plans et par les politiques publiques, à travers projets, *plans et politiques sectorielles* d'occupation fonctionnelle de l'espace régional activés par des porteurs d'intérêts économiques spécifiques : grandes opérations immobilières, opérateurs de la grande distribution, des grandes infrastructures, des aménagements hydrauliques et d'implantation, localisations industrielles et plateformes logistiques, projets administratifs agro-forestiers, et ainsi de suite ; mais étant à l'époque de la globalisation, les territoires, les régions, les villes dominées par des croisements de réseaux, les institutions et capitaux supra-locaux, les actions sectorielles qui investissent un lieu ne font pas référence à un dessein stratégique unitaire et intentionnel de transformation territoriale du lieu lui-même : un dessein qui devrait être accompli par les institutions publiques territoriales, celui d'avancer et de gouverner vers une finalité socialement partagée, à partir du moment où elles assumeraient le *territoire des lieux comme bien commun*.

Ce *déficit projectuel*, qui heurte inévitablement les nombreuses disciplines qui s'occupent du territoire, reléguées dans leurs enceintes bibliographiques, advient dans le contexte d'une différenciation croissante entre les fins économiques d'occupation du sol, d'édification d'objets sur le

⁷ Dans les « Histoires florentines » de Machiavel, il est question d'une longue, exténuante histoire de batailles, expulsions, conjurations, retraits, conflits entre peuple et nobles : tous se divisent, se regroupent, se re-divisent, se rassemblent ; mais toujours dans un invariant extraordinaire, l'appartenance spasmodique à l'identité urbaine : Florence, ses rues et ses quartiers, transformés en champs de bataille, en coins de conjurés, en lieux de réunions, de fuites, de retraits, de résistances par rapport au pouvoir auquel on se mesure, l'identité des familles, la magnificence civile, l'*unicité* du lieu dans le monde.

territoire, et les horizons éthiques de création du bien-être collectif et de la félicité publique, toujours plus faiblement poursuivis par la plus grande partie des administrations locales qui gouvernent le territoire (complices ou subalternes des pouvoirs économique-financiers). En conséquence de ces contradictions immanentes au gouvernement du territoire, le « projet de territoire », *pars construens* d'une culture du territoire, demeure une matière évanescence peu ancrée dans la vérification expérimentale, encore peu dotée d'un *statut multidisciplinaire unitaire*.

Donc « le retour au territoire », à sa centralité dans la recherche de réponses stratégiques à la crise (écologique, économique, sociale, urbaine) ne peut procéder morcelée, par secteurs. « Sectorielles » étaient les époques au cours desquelles les disciplines isolées interviennent pour *corriger* les effets territoriaux spécifiques des modèles de développement donnés, et non pour *les construire* comme dans la TVA (Tennessee Valley Authority) ou dans la bonification des marais pontins.

Dans la phase « explosive » du développement économique, dans la phase mature du fordisme, disciplines isolées, secteurs, sujets, ont tendu à assumer le contexte territorial, son développement, comme un donné exogène auquel il fallait apporter des correctifs sectoriels, développant la diaspora disciplinaire. Par exemple :

-*L'urbanisme* du boom économique produisait du « salaire indirect » par l'intermédiaire de services, logements sociaux, (quartiers d'action publique), transports collectifs, comme correction et compensation de la croissance exponentielle des coûts sociaux dus aux migrations de grande ampleur et aux urbanisations métropolitaines induites par le fordisme ;

-*les grands travaux d'ingénierie hydraulique* atténuaient le risque hydraulique (déviation, collecteurs, vases d'expansion, etc.), en recourant aux vallées des bassins hydrographiques, avec des actions « end of pipe » et les inondations par émergence dues d'une part à l'abandon de la régulation hydraulique des montagnes et des hauts pays, et de l'autre à la bétonisation et à l'imperméabilisation de vastes plateformes territoriales dans les fonds de vallée et dans les plaines ;

-*les implantations de stations d'épuration et d'incinération*, les stockages et la limitation du trafic, induisaient en aval la production exponentielle de pollution et de rejets de tous ordres ;

-*les sciences sociales* affrontaient la transformation des bergers sardes, des paysans siciliens, des pêcheurs de la lagune de Venise en ouvriers chimiques homologués dans une unique attribution et dans des modèles de logements et de consommation standardisés ; elles étudiaient des mesures d'adoucissement de la dégradation sociale des périphéries métropolitaines ;

-*l'écologie* réclamait des compensations en m² d'oasis naturalistes par mètre linéaire d'autoroute et suggérait des corridors écologiques le long des tracés des grandes infrastructures ;

-*le risque sismique* était traité par le renforcement bétonné des arrêtes des voûtes gothiques (Assise), des maisons rurales en pierre ou en abandonnant la ville historique pour d'improbables urbanisations ex novo (L'Aquila) ;

-*les politiques des biens culturels et paysagers* préservaient en tâches de léopard les sites archéologiques et monumentaux, morceaux de nature (parcs, biotopes) et de culture (centres historiques), des règles du développement économique qui gouvernaient le reste (80,90%) du territoire ;

Et ainsi de suite.

Dans les époques de crises structurelles où se pose avec évidence le problème de la construction de nouveaux modèles socioéconomiques (parmi lesquels ceux fondés sur la réinterprétation et la requalification des patrimoines locaux) le territoire est mis en jeu *dans l'intérêt et l'interdépendance*

de ses composantes avec le concours synergique de toutes les disciplines qui interviennent dans la production d'une *nouvelle territorialité*. Il s'agit de phases « implosives », dans lesquelles toutes les variables territoriales et leurs relations sont en jeu aujourd'hui : le rapport ville-campagne, les infrastructures, les systèmes sociaux et productifs locaux, les modèles urbains, les assises agroforestières ; la gestion des fleuves et des bassins hydrographiques, des extensions urbaines, des villes historiques, des biens culturels et paysagers, et ainsi de suite. Ce ne sont pas seulement les éléments matériels de la transformation qui sont en jeu, mais aussi les éléments immatériels : modèles socioculturels, styles de vie, « milieu » socioéconomique, modèles de gouvernement du territoire, rôle des savoirs contextuels et experts, etc.

Regarder vers les issues de la crise actuelle implique pour cela *d'assumer la prospective de ces époques de grandes transformations*, dans lesquelles la relation entre les divers savoirs disciplinaires et les divers secteurs, la possibilité d'activer des projets stratégiques de transformation territoriale deviennent des actions fondatrices.

Cette prospective de recomposition des savoirs se prépare depuis longtemps par le développement de parcours conceptuels et opératoires contradictoires eu égard aux « mainstream » disciplinaires de l'époque « explosive » de la croissance. De nombreux symptômes l'annoncent :

-*Les problématiques territoriales*, dans de nombreuses politiques, projets et autres plans, évoluent de l'urbanisme vers le gouvernement du territoire (intégration multisectorielle des plans et politiques, gouvernance, participation, vision multiscalaire), pour orienter les projets et les politiques sectorielles vers la promotion de modèles de développement « soutenable ». Cette intégration constitue le pré-requis essentiel pour passer des formes de la planification *fonctionnelle (rationnellement compréhensive) et régulatrice* en fonction des équilibres des systèmes de production et de marché donnés (dans lesquels le territoire, l'environnement et le paysage avaient un rôle instrumental), à des formes de planification *identitaire* (orientée vers la culture patrimoniale des lieux et des paysages historiques) ;

-les problématiques *urbaines* refocalisent l'attention sur une évolution des politiques expansives avec forte consommation de sol agricole et de modèles d'urbanisation diffuse, vers la régénération et le réemploi urbain, la requalification des rapports entre ville et campagne attribuant à l'agriculture périurbaine, à travers ses compétences multifonctionnelles renouvelées, des devoirs complexes de requalification de l'habiter urbain, qui à leur tour requièrent des projets et des politiques multisectorielles et intégrées ;

-les problématiques agroforestières dominent l'horizon des programmes d'optimisation de l'économie rurale en se réorientant vers la planification intégrée des espaces ouverts avec l'introduction dans la programmation d'objectifs et de pratiques multisectorielles (agriculture de qualité et typique, sauvegarde hydrogéologique, complexité écologique, qualité paysagère, relations ville-campagne, réseaux courts entre production et consommation) ; de même en ce qui concerne la proposition de nouvelles modalités du peuplement rural qui se réfèrent à des modèles et des règles d'installation qui tiennent compte des valeurs culturelles, environnementales et économiques des paysages ruraux historiques ;

-les problématiques relatives au patrimoine *environnemental et culturel* enregistrent une discontinuité entre les politiques de conservation des aires protégées *naturelles* (parcs, biotopes) e

culturelles (monuments, centres historiques) caractérisées par la séparation entre nature et culture et entre la conservation (aires protégées) et le développement (aires non protégées) et une conception patrimoniale intégrée de l'environnement (réseaux éco-territoriaux) et du territoire (bio-régions, paysage) étendue à tout le territoire régional ;

-dans ce parcours les disciplines archéologiques attribuent un caractère central à une approche territoriale, ou bien redéfinissent le champ d'observation de la priorité du site sur celle du contexte, en mobilisant les interprétations multidisciplinaires et multifactorielles ; dans le cadre d'une tendance plus générale à considérer *les systèmes des biens culturels* comme partie intégrante et interconnectée du patrimoine territorial et des structures invariantes ; cela concerne, par exemple, les évolutions conceptuelles du musée à l'écomusée, du site au contexte topographique stratifié, du monument au centre historique et au territoire historique, des paysages d'excellence aux paysages ruraux et urbains dans leur intégrité territoriale et leur intégrité d'usage (mondes de la vie des populations) ;

-par la production à distance, les problématiques *énergétiques* s'autonomisent des sources fossiles pour s'orienter vers les bilans énergétiques territoriaux et vers la production d'énergie issue de sources renouvelables ; dans les expériences les plus avancées, elles se recentrent sur la production de mix énergétiques locaux en cohérence avec la valorisation des qualités énergétiques du patrimoine territorial et du paysage ;

-les disciplines *hydrogéologiques* déplacent l'attention projectuelle des plans établis d'atténuation du risque hydraulique et de pollution, vers des *plans intégrés de bassin*. Ces derniers mobilisent des relations multisectorielles pour rendre cohérentes entre elles, dans des plans stratégiques, des actions relatives à la sécurité hydraulique, à la requalification environnementale, au contrôle des pressions des flux, à la valorisation environnementale et paysagère, à la promotion de l'agriculture de protection, aux corridors et aux réseaux écologiques, aux biens culturels, au développement local, au tourisme, à la mobilité douce, à la navigabilité ; et qui mettent en œuvre de nouveaux instruments comme les contrats de fleuve et les plans de sous-bassin ;

-les problématiques infrastructurelles se repositionnent, dans de nombreux projets et politiques publiques, eu égard aux visions du territoire qui privilégient la traversée (plateformes logistiques, grande vitesse, grands couloirs) vers des visions intégrées des infrastructures comme service au bénéfice du territoire et des systèmes locaux territoriaux (mobilité douce, récupération de la viabilité historique sur fer ou sur pneus, développement de la fructification capillaire des particularités territoriales et des paysages locaux) ;

-les problématiques relatives aux *systèmes économiques locaux* évoluent des économies de districts industriels aux problèmes du développement local ; dans ce déplacement, elles abordent soit les problèmes relatifs aux systèmes économiques avec filières intégrées de l'agriculture, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tertiaire avancé ; soit les problèmes de relations entre les *typologies des systèmes productifs et la* qualité des patrimoines environnementaux, territoriaux, énergétiques et paysagers ;

-les disciplines *géographiques* évoluent vers l'étude des relations entre le « monde et les lieux » en mettant en évidence le rôle des milieux locaux et des systèmes locaux territoriaux dans les processus de développement ;

-les disciplines *historiques, anthropologiques et juridiques* développent une attention à l'environnement, au territoire, aux modèles socioculturels de longue durée, aux modèles de gouvernance et de participation, en faisant interagir activement l'innovation culturelle avec les processus d'analyse et de transformation du territoire ; de la même façon que les problématiques *philosophiques* renouvellent le discours sur la Terre, sur le paysage, sur l'éthique du soin, en approfondissant les relations entre la formation de la pensée et les lieux ;

-et ainsi de suite.

Toutes ces tendances de transformation des champs disciplinaires, qu'ils soient évolutifs ou d'opposition, conduisent aujourd'hui chaque discipline à traiter le territoire comme un sujet ouvert à des relations en mouvement ; ils réclament donc interactions et confrontations avec d'autres disciplines, réalisant des « grappes » multidisciplinaires qui peuvent évoluer vers l'interdisciplinarité et la création de nouvelles disciplines⁸ ; elles requièrent et promeuvent des actions intersectorielles, des projets intégrés, la recomposition des savoirs contextuels et disciplinaires.

Dans cette « situation-clé » et dans une fonction souhaitable de gouvernance des facteurs qui qualifient les transformations socio-économiques vers la production de richesse durable, le gouvernement du territoire devrait acquérir une *nouvelle centralité* dans les politiques régionales et locales. Cette centralité s'explique, dans quelques expériences avancées, par l'évolution des instruments avec lesquels elle mute de plans de secteur économiques et urbanistiques (le plan régional de développement, le plan territorial et le plan paysager) vers des plans intégrés qui informent et conditionnent les autres plans. Les mots-clés de cette nouvelle philosophie de gouvernement du territoire sont : interprétation structurelle, identité, invariants et statut du territoire ; scénarios stratégiques, valeur ajoutée territoriale, projet de territoire, territoire de projet ; polycentrisme, intégration, gouvernance, participation, pensée et actions multi scalaires, réversibilité.

Dans les expériences les plus avancées de ces approches intégrées, le statut du territoire tend à se configurer comme un *acte constitutionnel partagé* qui définit l'identité d'une société locale régionale et qui possède une durée d'élaboration et d'existence plus longue que celles des plans isolés. S'il est produit socialement, celui-ci n'est pas un acte conservateur de l'identité historique, mais c'est un acte constituant de l'identité collective qui définit les valeurs patrimoniale du territoire comme bien commun et qui définit les caractères dynamique de son propre futur.

La construction du statut régional (et de ses articulations locales), modèle de topos favorable à la recomposition des savoirs disciplinaires, devrait donc, outre la définition des caractères identitaires et des valeurs patrimoniales dans lesquelles se reconnaissent les sociétés locales qui le constituent, déterminer les grands invariants entre lesquels s'articulent les projets de territoire et les territoires de projet : les conditions d'équilibre des bassins hydrographiques, la structure et les équilibres des réseaux éco-territoriaux, les règles multisectorielles pour l'élévation de la qualité du paysage et des établissements, les prestations multifonctionnelles de l'agriculture pour l'accroissement de la qualité de l'habiter de la campagne et de la ville. C'est dans cette vision statutaire et projectuelle, dans

⁸ Par exemple la sociobiologie, l'ingénierie naturaliste, l'archéologie du paysage, l'anthropologie historique, l'histoire locale, l'écologie historique, la bio-phytoarchéologie, l'archéobotanique...

laquelle le territoire, l'environnement et le paysage qualifient le rôle fondateur de leurs biens patrimoniaux dans l'élaboration de modèles socio-économiques auto-soutenables, que prennent corps les raisons d'un défi : la construction de la société des territorialistes⁹.

La société des territorialistes

Sur la base des raisonnements exposés jusqu'ici, je souhaite synthétiser trois niveaux de raisons qui motivent la fondation de la Société des territorialistes :

-la première raison consiste dans le fait que le projet de territoire comme bien commun requiert avant tout une recombinaison des savoirs hyperspécialisés et sectorialisés et la construction de systèmes de relations entre disciplines pour lesquels j'ai fourni un premier cadre à titre d'exemple ; incorporant dans les savoirs disciplinaires la pratique de l'évaluation croisée des effets de chaque intervention sectorielle sur les autres secteurs. Dans cette optique la Société peut se constituer comme un lieu utile de confrontation, d'élaboration théorique, de promotion et d'avancée scientifique et d'expérimentation de situations de recherche/action, vers la construction d'un système intégré de sciences du territoire.

Sciences sociales et sciences de la nature, dans ce parcours de recombinaison et inter-acteurs, nécessitent une aire linguistique commune, un espace relationnel qui sache donner de la valeur ajoutée à la connaissance et à la « projectualité » en fonction de chaque discipline et qui puisse aider et corroborer les savoirs contextuels qui dérivent de l'accroissement du patrimoine immatériel, en particulier de la citoyenneté-citoyenneté active.

-un second ordre de raison concerne la finalisation du parcours de recombinaison des différentes disciplines vers la poursuite du bien-être social et de la félicité publique : une finalité qui, pour les territorialistes, mesure éthiquement la *qualité* de l'avancement du dialogue multidisciplinaire et interdisciplinaire.

Avec cette finalisation culturelle, pré-politique, mais lourde de conséquences politiques également, la société des territorialistes se prépare à affronter cette nouvelle forme de « retour au territoire » en assumant avant tout la nécessité d'une production et d'une reproduction sociale garantie par les énergies sociales, que développent les cultures, projets et actions alternatifs aux processus de globalisation économique.

Ces énergies constituent en Italie un tissu de citoyenneté active continu et profond qui parcourt la péninsule du nord au sud, et pour lequel l'accroissement de la « conscience de lieu » constitue le

⁹ Ce défi fait référence (je cite la synthèse de l'ébauche du Manifeste de la Société) :

« -à la reconnaissance du rôle fondateur des lieux dans l'évolution identitaire de la société humaine ;

-au caractère indivisible de la nature et de la culture dans le lien interactif et co-évolutif des sociétés humaines avec la terre, du monde urbain avec le monde rural ;

-au rôle de la dimension locale comme approche multi scalaire de la valorisation des différences et particularités identitaires des lieux du monde ;

-à la prise en compte des habitants, de leur style de vie, de leur bien-être, comme finalité des actions de gouvernement du territoire, pour faire décroître la domination des relations économiques globales, et développer les systèmes économiques à bases locales fondés sur la valorisation du patrimoine territorial et sur l'auto-gouvernement des facteurs de reproduction de la vie ».

premier acte d'un parcours de reterritorialisation fondé, en assumant le langage de Patrick Geddes, sur le processus co-évolutif (*coévolution*) entre lieux (*place*), modes de production (*work*) et modes d'habiter (*folk*). Parcours qui reconnaît et dénote des pratiques sociales qui font allusion aux modes de production de la richesse durable centrée sur la valorisation des biens communs territoriaux.

Ce mouvement culturel se révèle dans de nombreux événements, expériences et formes qui devraient constituer le champ d'investigation d'un *observatoire permanent* de la Société. Par exemple :

-dans la multiplicité des *associations, comités et de leurs réseaux* qui, partant de la contestation des éléments spécifiques de la dégradation des cadres de vie (grandes implantations technologiques, méga infrastructures, dégradation urbaine, des eaux, du paysage, consommation des terres agricoles, etc.), amorcent la prise de conscience de la part des habitants des valeurs patrimoniales de leur propre territoire historique et mettent en route la reconstruction des savoirs collectifs pour le soin et la valorisation de leurs propres environnements de vie comme bien commun, dans l'ambition plus générale de processus sociaux d'*auto-organisation des sociétés locales*.

-dans les changements de la *demande sociale* de qualité urbaine et environnementale, dans les transformations des habitudes alimentaires, culturelles, relationnelles ; que l'on peut interpréter par l'accroissement des formes productives et reproductives de valeur éthique (groupes d'achat solidaires, commerce équitable, réseaux courts entre producteurs et consommateurs, banques du temps, banques et production éthiques agricoles, artisanat de proximité) ;

-dans les *politiques innovantes des institutions publiques territoriales* qui proposent des actions d'auto-soutenabilité à travers la valorisation des ressources patrimoniales locales dans le champ énergétique, environnemental, urbain, territorial et paysager ; activant les énergies sociales du milieu local avec la promotion de processus participatifs structurés ;

-dans certains *plans et projets régionaux* qui assument les particularités des systèmes locaux territoriaux et de leurs patrimoines comme essentiels dans la production de richesse durable et soutenable ;

-dans les actions de repeuplement rural et dans les nouveaux pactes ville-campagne qui restituent une centralité au « mode de production paysan » pour produire de la nourriture saine, de la qualité environnementale et urbaine, de la sauvegarde hydrogéologique, de la qualité de paysage, de l'alimentation de proximité dans les villes, etc.

A partir de ces contextes de transformation socioculturelle multiformes et variés, « l'école territorialiste italienne », qui est une des composantes fondatrices de la Société des territorialistes, a mis en acte ces dernières années des formes innovantes d'analyse identitaire des patrimoines territoriaux, des scénarios stratégiques partagés ; des projets de bio-régions urbaines, de parcs agricoles multifonctionnels, de contrats de fleuves, de processus participatifs, de plans paysagers et urbanistiques participatifs ; en résumé des *projets de territoire* produits socialement, orientés vers l'emploi, dans diverses typologies d'environnements établis, des théories du développement local auto-soutenable, du fédéralisme municipal et solidaire, de la globalisation par le bas.

Ces projets ont mis en relation savoirs *contextuels* (holistiques) et savoirs *experts* (spécialisés) rendant évidente l'exigence d'une recomposition de ces derniers dans des formes *trans, multi, extra* disciplinaires.

La *société des territorialistes* que nous allons construire répond à ce double défi : fournir des réponses à la question de la transformation culturelle qui nous met à l'affût d'évènements, d'actions et de mouvements qui évoquent le « combat »¹⁰ que Françoise Choay propose contre la globalisation économique et pour la valorisation des biens communs patrimoniaux ; et recomposer à cette fin les savoirs spécialisés et fragmentaires, en construisant des langages en mesure de fournir des réponses intégrées aux problèmes posés par la question sociale de la transformation.

-Une troisième raison concerne l'exigence de nouvelles disciplines et de nouveaux métiers : les *sciences et les arts du territoire*.

Arrivés à ce point, la question suivante est : existe-t-il une conséquence en termes de formation pour le projet de la Société des territorialistes ?

Question qui renvoie à une autre : se profile-t-il un « métier » (dans la recherche et l'activité professionnelle) relatif aux sciences du territoire, qui motive la mise en place de cursus de formation dans cette direction ?

Je réponds affirmativement aux deux questions, en proposant donc ce *troisième niveau* du défi de la Société des territorialistes, le *défi de la formation*. Avec la juste précision qu'il ne s'agit pas de subordonner servilement les projets de formation à une question consolidée de marché, mais de contribuer, comme association, à la *qualification et au développement du marché lui-même*, pour développer l'innovation dans les champs de l'analyse, de la planification et du gouvernement du territoire.

Contribuer à la construction d'un *statut scientifique multidisciplinaire unitaire* devient donc l'accomplissement prioritaire de l'Association, en vue de la gageure culturelle qui accroit (et promeut aujourd'hui) une *demande* de chercheurs et de professionnels que pressentent les *personnalités et les expertises*, individuelles ou en équipes, en mesure de traiter les problématiques *relationnelles* en « grappes » de disciplines, souvent à cheval entre les sciences humaines et les sciences de la nature ou de la vie ; problématiques à la hauteur de traiter le territoire de façon unitaire comme *base matérielle et culturelle de la production de ressources collectives pour la reproduction de la vie et pour la production de richesse durable*.

Quand nous affrontons des thèmes complexes comme ceux que j'ai cités pour motiver les processus de recomposition des savoirs disciplinaires en pratique, il est clair qu'il convient de mettre en mouvement toutes les variables qui composent une organisation territoriale donnée, en les repositionnant et en les mettant en relation synergétique entre elles en vue d'un objectif intégré de transformation. Pour cela il convient de former des personnalités dotées d'aptitude au raisonnement relationnel, au dialogue multidisciplinaire, à la construction interdisciplinaire et à la production de nouveaux statuts disciplinaires ; et qui sachent traduire cette posture culturelle dans de nouveaux champs de recherche et professionnels.

¹⁰ ... « le seul et vrai problème auquel nous soyons confrontés aujourd'hui dans le cadre d'une société mondialisée est de continuer à produire des milieux humains différents, sous peine de perdre, cette fois, non pas notre identité culturelle, mais bien une identité humaine, dont la diversité des cultures est l'indissociable condition ».

F. Choay, *Le patrimoine en question. Anthologie pour un combat*. Seuil, Paris 2009

A cette fin il apparaît nécessaire de promouvoir des expériences, à partir de l'Université (mais pas seulement), comme de centres de recherche, d'écoles, d'écoles doctorales, de cursus de masters, qui d'une part orientent des parcours de formation vers de nouveaux profils culturels et techniques, marqués par la science du territoire et de l'autre, promeuvent des transformations dans les institutions de gouvernement du territoire orientées vers le développement d'actions multisectorielles et intégrées.

En conclusion : les trois niveaux de raisons que j'ai proposé pour l'action de la Société des territorialistes : recomposer les savoirs des arts et sciences du territoire dans un corpus disciplinaire intégré, orienter ces nouveaux savoirs vers des plans, projets et politiques qui poursuivent la félicité publique à travers une vision intégrée du territoire comme bien commun ; promouvoir des processus et instituts de formation aptes à transformer le marché de la recherche et des professions avec de nouveaux sujets culturels, constituent autant de motivations pour un défi : produire un mouvement culturel dont la finalité soit de restituer aux lieux et à leurs paysages la valeur d'œuvre d'art collective et , donc, de bien commun.